

CONFERENCE A L'UNIVERSITE DE BERNE

Plus de démocratie pour réduire la faim

Berne, le 20 novembre 2013. Pour quelles raisons 25'000 personnes meurent de faim quotidiennement, alors qu'il y a suffisamment de denrées alimentaires sur la planète ? Des experts suisses et internationaux, réunis à l'occasion d'une conférence organisée par SWISSAID et le CDE de l'Université de Berne, ont plaidé pour une démocratisation du système alimentaire mondial, au centre duquel se trouvent les préoccupations des consommateurs et des paysans, et pas seulement les intérêts des multinationales de l'agroalimentaire.

En Suisse, la démocratie contribue fortement à la conception de la politique alimentaire. On peut citer en exemple le moratoire sur les OGM, le débat autour de la politique agricole suisse et le libre échange ainsi que l'initiative populaire interdisant la spéculation sur les denrées alimentaires. La Suisse abrite pourtant le siège de nombreuses multinationales de l'agroalimentaire, qui se déroberont au contrôle démocratique et qui ont, au niveau mondial, une grande influence sur la production, le commerce et la consommation de denrées alimentaires.

« Il est important que la production, la transformation et la commercialisation de nourriture se développent avec les acteurs locaux et régionaux et d'empêcher la concentration du marché qui mène aux monopoles. » Tel est le bilan que dresse Frances Moore Lappé forte de son engagement de plus de 40 ans contre la faim. « Qui produit quoi, pour qui et dans quelles circonstances ? C'est à la société de décider et pas à quelques multinationales », a affirmé l'auteur américaine de best-sellers et lauréate du Prix Nobel alternatif lors de la conférence de mercredi à l'Université de Berne.

Jean Feyder, ambassadeur luxembourgeois auprès de l'OMC et de l'ONU à Genève jusqu'en 2012, a exigé « une meilleure protection des petits paysans face à des pratiques commerciales déloyales et un prix juste pour leur production ». Pour Feyder, la sécurité alimentaire est actuellement menacée par l'influence croissante des marchés financiers. Hans Hurni, président du Centre for Development and Environment (CDE) de l'Université de Berne appuie ces propos par des arguments scientifiques. « Les petits paysans des pays en voie de développement représentent 40% de la population mondiale, mais n'ont aucune influence sur les décisions de portée internationale. La production des denrées alimentaires ne pourra augmenter durablement que quand les exploitations de petits paysans seront soutenues et renforcées. »

C'est précisément à cela que s'engage l'œuvre d'entraide SWISSAID: « Nous soutenons les paysannes et paysans dans les pays en développement à faire valoir leurs droits – et particulièrement celui pour l'accès à la terre », a expliqué Caroline Morel, directrice de SWISSAID. Avec le moratoire sur les OGM, la Suisse a prouvé que « lorsque les paysans et les consommateurs participent au processus de décision, ce sont la santé des hommes, la protection de l'environnement et le bien-être des animaux qui priment ». Le bilan de la conférence est clair : la participation aux décisions politiques et économiques aux niveaux local, national et international mène à un système alimentaire plus juste, qui permet à tous d'avoir accès en suffisance à des denrées alimentaires saines et produites de manière durable.

Pour de plus amples informations :

Caroline Morel, directrice de SWISSAID, 031 350 53 53, 079 208 75 17, c.morel@swissaid.ch
Stephan Rist, CDE, 031 631 55 82, 079 444 21 23, stephan.rist@cde.unibe.ch